RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014



CONTACT

0 805 160 011
gratuit depuis un poste fixe
en France métropolitaine

AIDES – Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info
facebook.com/aides
@assoAIDES

REMERCIEMENTS

AIDES remercie tout particulièrement ses donateurs, les entreprises, les personnalités, et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2014. Nous remercions également toutes les associations partenaires qui œuvrent avec nous dans cette lutte. Merci à tous les militants de AIDES, volontaires, salariés, personnes accueillies et leurs proches !



DON EN CONFIANCE

AIDES est labellisée « don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.

Directeur de la publication : Aurélien Beaucamp
Coordination : Direction qualité et évaluation
Rédaction : Nathalie Gautier, Stéphane Giganon, Laura Rios et Antoine Henry
Relecture : Marc Dixneuf, Audrey Musto
Maquette : Alban Perinet
Imprimeur : La Galiotte-Prenant
Crédits photos : AIDES
Nombre d'exemplaires : 2 000

2014
30 ANS DE COMBATS
ET UNE NOUVELLE ÉTAPE VERS UN MONDE SANS SIDA

Après 30 ans de mobilisation, nous le savons mieux que personne : rien n'est jamais gagné d'avance lorsqu'on lutte contre le sida et les hépatites. Pourtant 2014 a été marquée par des progrès notables et AIDES y a, une fois de plus, pleinement contribué. L'enjeu est considérable, car nous savons désormais comment mettre fin à ces épidémies. Chaque action, chaque innovation, chaque projet réalisé par l'association en 2014 a été dédié à cet objectif : garantir aux personnes les plus exposées un accès inconditionnel au dépistage et à la prévention, une prise en charge de qualité et le respect de leurs droits fondamentaux quel que soit leur genre, leur origine, leur classe sociale ou leur orientation sexuelle. Lorsque cet objectif sera atteint, les épidémies de sida et d'hépatites s'éteindront en quelques années. Mais avec 7 000 nouvelles contaminations en France en 2014, et 15 millions de malades privés de traitements dans le monde, le chemin est encore long.

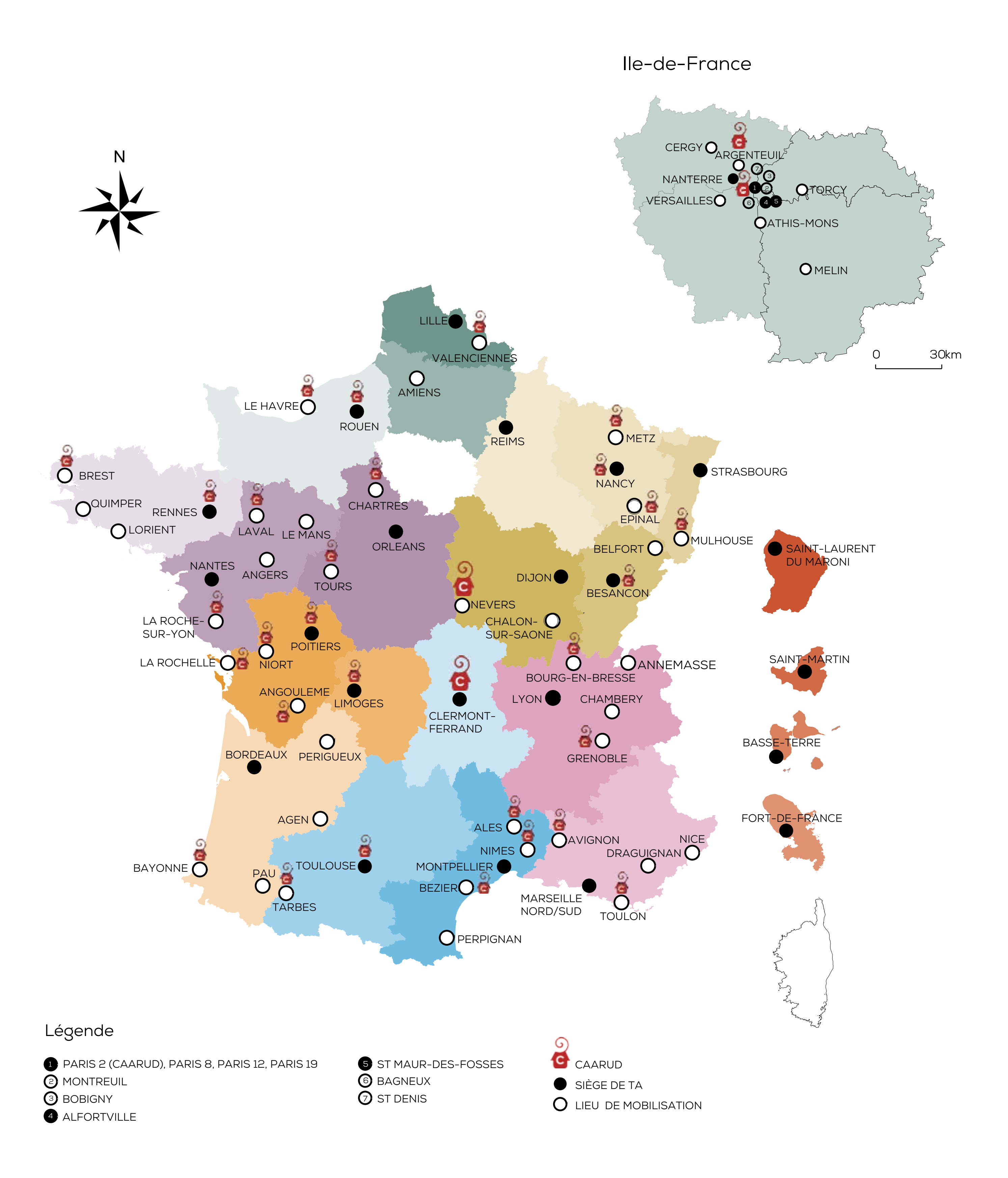
En France, AIDES a encore intensifié ses actions de dépistage auprès des publics les plus vulnérables : plus de 43 000 tests rapides du VIH réalisés en 2014, chiffre en hausse constante depuis quatre ans. Grâce au soutien de nos partenaires, de nos donateurs et à l'engagement constant de nos militants, nous continuerons à déployer nos actions afin d'atteindre ces 30 000 personnes qui, en France, ignorent toujours qu'elles sont séropositives. Mais 2014 a aussi été une année de forte innovation. Investie dans des projets de recherche communautaire dont les résultats ont été salués dans le monde entier, AIDES a pu démontrer l'efficacité de nouveaux outils de prévention, comme le traitement préventif ou l'accompagnement à l'injection. Et nous mettons tout en œuvre pour que ces nouveaux outils soient accessibles à ceux qui en ont urgemment besoin.

Contre les hépatites aussi, AIDES a été particulièrement active. Car 2014 a connu une double révolution : la publication du premier rapport d'experts pour la prise en charge des hépatites - auquel nous avons largement contribué - et l'arrivée de traitements révolutionnaires contre l'hépatite C. Permettant des taux de guérison inédits, ces thérapies innovantes pourraient mettre fin à une épidémie qui touche 200 000 personnes en France. Problème : leur prix exorbitant. AIDES a donc mené un plaidoyer au long cours auprès des pouvoirs publics et de l'industrie pharmaceutique, pour que chaque malade y ait accès.

À l'international enfin, AIDES a poursuivi en 2014 ses actions de plaidoyer en faveur de l'accès universel au traitement et initié des programmes dans plus de 20 pays pour faire avancer les droits des minorités. La baisse remarquable du nombre de morts et de nouvelles contaminations montre qu'investir contre le sida et mobiliser les personnes touchées, ça marche. Mais le virus a encore tué 1,2 millions de personnes en 2014 et de nombreux États continuent d'appliquer des lois rétrogrades qui font le lit de l'épidémie. Nous pouvons mettre fin au sida et aux hépatites, mais nous ne sommes qu'au milieu du gué. Les progrès réalisés restent fragiles : plus que jamais, le combat continue.

Aurélien Beaucamp
Président

TERRITOIRES D'ACTIONS DE AIDES



Carte réalisée par la Direction Qualité Evaluation - Avril 2015



AIDES EN ACTIONS ET EN CHIFFRES



78
lieux
de mobilisation





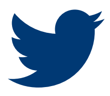
800
volontaires



160 000
donateurs



33 000
fans
sur Facebook



170 000
followers
sur Twitter



16 000
abonnés
sur Seronet

LES ACTIONS

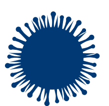


ACTIONS

26 507 actions auprès de tous les publics cibles réparties entre : permanences réduction des risques et santé sexuelle, permanences réduction des risques auprès des consommateurs de produits, permanences d'accueil et soutien, actions collectives, atelier santé, échange entre pairs, etc.



56 170
entretiens
individuels



43 258
dépistages
rapide
du VIH



3 400
actions
de mobilisation
et de plaidoyer

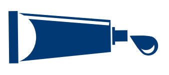
LE MATÉRIEL DISTRIBUÉ



775 528
préservatifs masculins



82 160
préservatifs féminins



433 966
gels



1 533 433
seringues

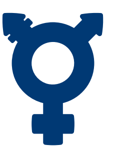
LES PERSONNES EN CONTACT



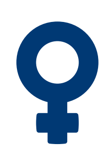
CONTACTS



212 060
hommes



2 658
trans



97 019
femmes

LES MILITANTS

52
modules de formation
interne

213
nouvelles personnes
intégrées dans un parcours
de formation initiale


AGIR



LE DÉPISTAGE RAPIDE ET COMMUNAUTAIRE DU VIH : UNE ACTIVITÉ CROISSANTE

Depuis le début de sa mise en place, le programme de dépistage communautaire montre une activité croissante. Les données quantitatives présentées dans ce rapport démontrent que notre offre est pertinente et qu'elle s'inscrit efficacement dans les enjeux actuels de la lutte contre le VIH en France. En 2014, 43 258 entretiens de réduction des risques avec dépistage du VIH par test rapide d'orientation diagnostic (Trod) ont été réalisés. Activité en croissance continue par rapport aux années précédentes (22 925 en 2012, 41 771 en 2013).

L'un des principes fondamentaux des programmes de dépistage communautaire est de favoriser l'accès gratuit au dépistage par une offre de proximité dans les lieux de vie des communautés et les espaces qu'elles fréquentent.

Ainsi, 55 % des dépistages ont été réalisés dans les lieux de vie tels que les marchés, quartiers, établissements commerciaux, lieux de rencontre extérieurs ou dans des espaces mis à disposition par les communautés.

30 % des dépistages ont eu lieu dans les lieux de mobilisation de AIDES et 16 % ont été réalisés dans des structures associatives et institutionnelles fréquentées par ces publics.

65 % des Trod sont réalisés auprès des populations les plus vulnérables : les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), les migrants, les travailleurs-euses du sexe, les consommateurs-trices de produits psychoactifs (CPP).

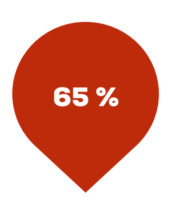
Le nombre de dépistages positifs au VIH effectués par AIDES est en augmentation chaque année depuis 2012 : + 3,5 % versus 2013 soit 0,8 % du nombre total de dépistages.

Le taux de dépistages positifs varie selon le genre. Il est de 0,8 % chez les hommes, de 0,6 % chez les femmes et de 2 % chez les personnes trans.

AIDES réalise 1 % des dépistages déclarés en France chaque année et découvre à elle seule plus de 5 % des séropositivités.



ENTRETIENS
avec dépistage par Trod



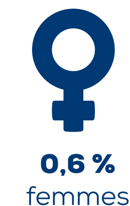
des Trod sont réalisés auprès des populations les plus vulnérables

TAUX DE DÉPISTAGES POSITIFS



0,8 % hommes

2 % trans



0,6 % femmes



NOS ACTIONS AUPRÈS DES PERSONNES SÉROPOSITIVES (VIH/VHC) : UN ACCOMPAGNEMENT ORGANISÉ POUR PLUS D'AUTONOMIE



3 068
ACTIONS



6 553
ENTRETIENS



1 582
ÉCHANGES COLLECTIFS

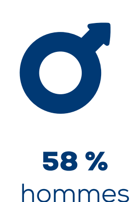


16 632
CONTACTS

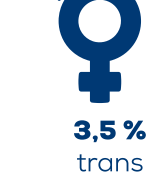
QUELQUES CHIFFRES

En 2014, nous avons réalisé 6 553 entretiens individuels avec des personnes vivant avec le VIH ou une hépatite, dont 8 % avec des personnes co-infectées par l'hépatite B ou C.

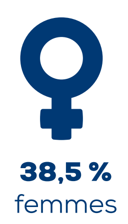
Parmi les entretiens avec les personnes vivant avec le VIH mono et co-infectées :



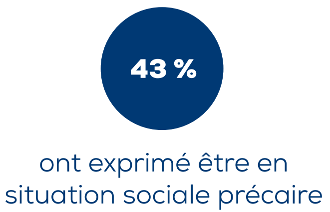
58 %
hommes



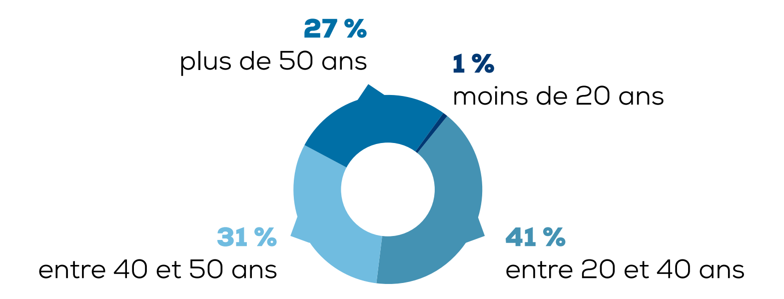
3,5 %
trans



38,5 %
femmes



ont exprimé être en situation sociale précaire



LES WEEK-ENDS SANTÉ : TRANSMISSION DE SAVOIRS, PARTAGE D'EXPÉRIENCES ET SOUTIEN MUTUEL

Les Week-ends santé hépatites (Wes'h)

Sept Wes'h ont été organisés tout au long de l'année 2014 partout sur le territoire. Ces week-ends santé réunissent des personnes vivant avec l'hépatite B ou l'hépatite C et leur offre un espace pour se mobiliser dans une dynamique collective. Ils sont pensés comme des temps de mobilisation et de réflexion collectif et associe des hépatologues.

EN 2014



Les autres Week-ends santé (Wes)

Les Wes 2014 ont su concilier : attentes individuelles, problématiques collectives et propositions d'amélioration de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH ou une hépatite virale. Les Wes ont permis aux participants d'acquérir des connaissances, de se mobiliser pour eux-mêmes, dans l'intérêt de la communauté et de contribuer à lutter contre les inégalités sociales de santé.



EN 2014

- **1 Wes'h aux Caraïbes**
- **1 Wes en Grand-Est :**
  Bien vivre et vieillir avec le VIH
- **1 Wes'h en Bretagne**
- **3 Wes en Nord-Pas-de-Calais :**
  Mieux vivre sa sexualité
  Couples sérodifférents
  Wes'h
- **2 en Île-de-France :**
  Wes'h
  Wes HSH
- **5 Wes en Provence-Alpes-Côte-d'Azur :**
  Vivre et vieillir
  Vie affective et sexualité
  Wes'h
  Je découvre ma séropositivité
  Difficultés dans mon parcours de soin
- **1 Wes'h en Rhône-Alpes**
- **4 en Sud-Ouest :**
  1 Wes'h Aquitaine
  Week-end action mobilisation (Wam)
  1 Wes femmes CPP
  1 Wes HSH

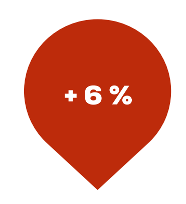
SERONET : UN LIEU VIRTUEL D'ÉCHANGE ET D'INFORMATION

Créé et géré par AIDES, Seronet est le principal site internet francophone et communautaire dédié aux échanges et à la solidarité entre personnes séropositives (forums, chats, blogs, etc.). Il est aussi une source d'informations quotidienne sur le VIH, les hépatites et la santé. Le site enregistre 16 000 personnes inscrites, en progression de 6 % par rapport à 2013.



INSCRITS

Tous les sujets en lien avec le VIH et les hépatites y sont abordés et débattus. Quelques actions spécifiques en 2014 : promotion de la projection du film « Vivant ! » dans le cadre de la journée de la Disance le 6 octobre, publication de quatre dossiers rédigés en ateliers par Femmes Séropositives en Action, une enquête sur les pratiques d'allègement thérapeutique sous forme d'un questionnaire on-line femmes…



VERSUS 2013



NOS ACTIONS AUPRÈS DES HOMMES QUI ONT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES (HSH) : DES ADAPTATIONS INDISPENSABLES



3 866
ACTIONS



17 699
ENTRETIENS INDIVIDUELS



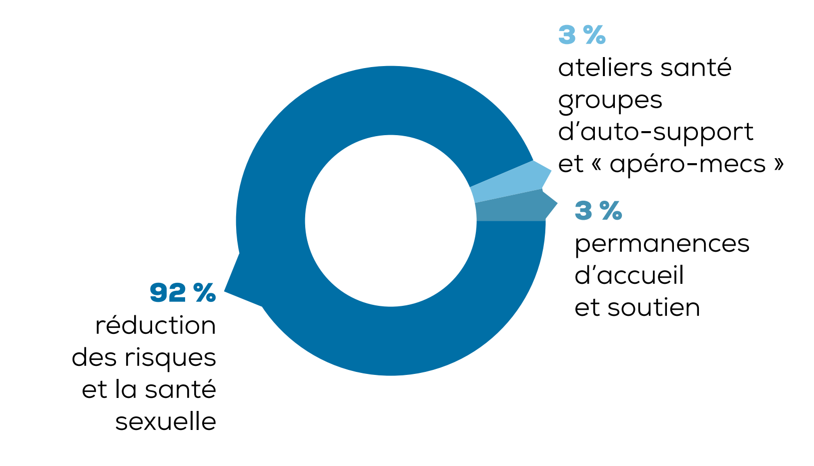
2 069
ÉCHANGES COLLECTIFS



91 294
CONTACTS

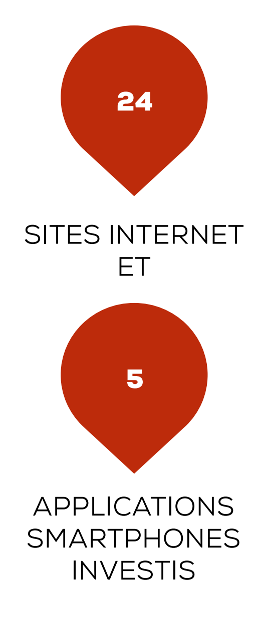
LES NOUVEAUX DÉFIS

Les actions du programme HSH sont pour la plupart consacrées à la réduction des risques et la santé sexuelle (92 %), aux ateliers santé, groupes d'auto-support et « apéro-mecs » (3 %) et aux permanences d'accueil et de soutien (3 %). Ces actions sont réalisées pour 54 % dans les établissements commerciaux fréquentés par les HSH, 30 % dans les lieux de rencontre extérieurs et plages.

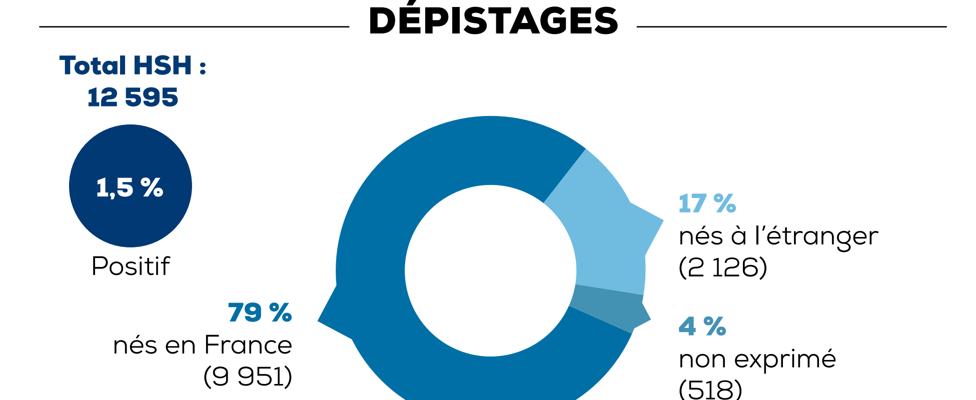


En 2014, la proportion d'actions menées sur internet a quasiment doublé (256 en 2013, 440 en 2014). Cette évolution logique au regard de la place importante des réseaux sociaux virtuels dans les rencontres chez les gays, doit se poursuivre et s'amplifier : 24 sites internet et 5 applications smartphones différentes ont été investis. Plus de la moitié de nos lieux de mobilisation mènent ce type d'action. Les régions les plus actives dans ce domaine sont l'Île-de-France, PACA, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon.

Un accueil basé sur la question de l'usage de drogues chez les gays dans un contexte sexuel a été ouvert sur le lieu de mobilisation Paris Les Halles (« Gay, Sex & Chems »). C'est un espace conçu par et pour les consommateurs de produits. Il permet de venir récupérer du matériel de réduction des risques tout en échangeant sur les bonnes pratiques entre pairs et avec nos militants. Une communication particulière est effectuée sur des sites spécialisés pour toucher le public concerné.



DÉPISTAGES



1,5 % des HSH a reçu un résultat positif. Ce taux varie à l'intérieur des groupes selon le pays de naissance. Il est de 1,8 % chez les HSH nés en Europe occidentale, de 2,7 % chez les HSH nés dans la zone Caraïbe, de 3 % chez les HSH nés en Amérique du Sud, de 1,5 % chez les HSH nés en Afrique subsaharienne et de 1 % chez les HSH nés dans un pays d'Afrique du Nord et Moyen-Orient.

70 % des Trod sont réalisés à l'extérieur des locaux de AIDES. Certaines actions sont effectuées en partenariat avec l'Enipse.



DES TROD
sont réalisés à l'extérieur
des locaux de AIDES



NOS ACTIONS AUPRÈS DES PERSONNES MIGRANTES : UNE VEILLE QUOTIDIENNE



1 793
ACTIONS





18 843
ENTRETIENS



874
ÉCHANGES COLLECTIFS

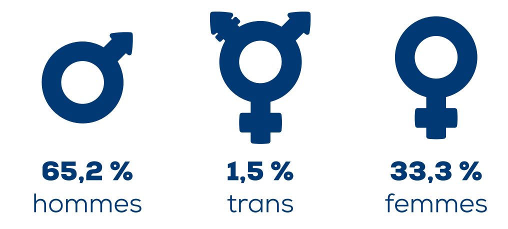


51 543
CONTACTS

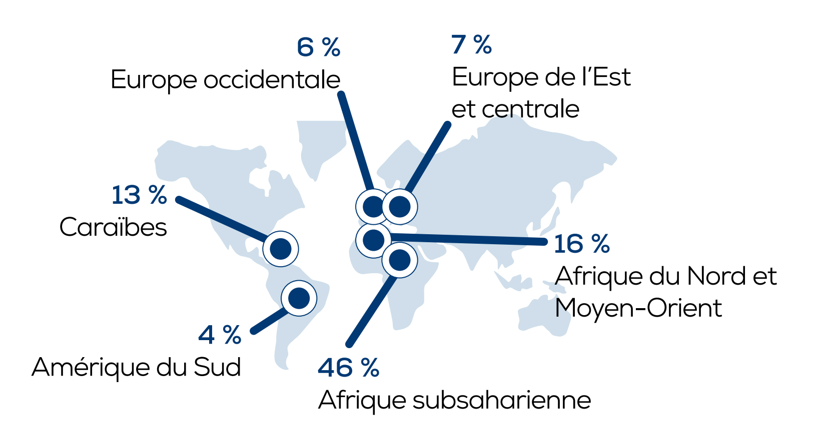
ALLER VERS LES PERSONNES

92 % des actions ont été menées à l'extérieur des locaux de AIDES, notamment dans les rues, marchés et gares (36 %), les lieux de vie communautaire (26 %) et dans des établissements médico-sociaux (16 %). 90 % étaient des actions de réduction des risques, dont 77 % incluant une offre de dépistage communautaire.

Sur les 18 843 entretiens menés auprès des personnes nées à l'étranger :

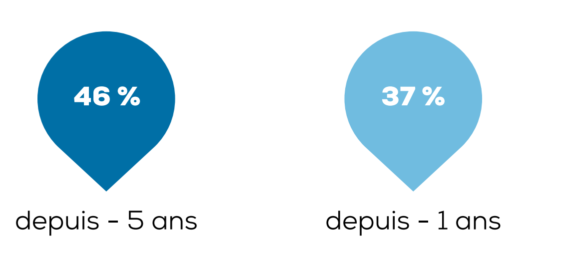


Les principales zones géographiques de provenance sont :

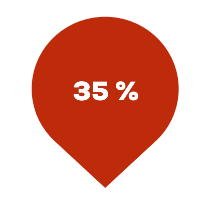


Les situations de précarité sont très présentes chez les personnes nées à l'étranger. Les questions liées à la précarité ont été abordées dans 35 % des entretiens.

Les actions de AIDES permettent la rencontre d'un nombre important de primo-arrivants. Les personnes sont en France :



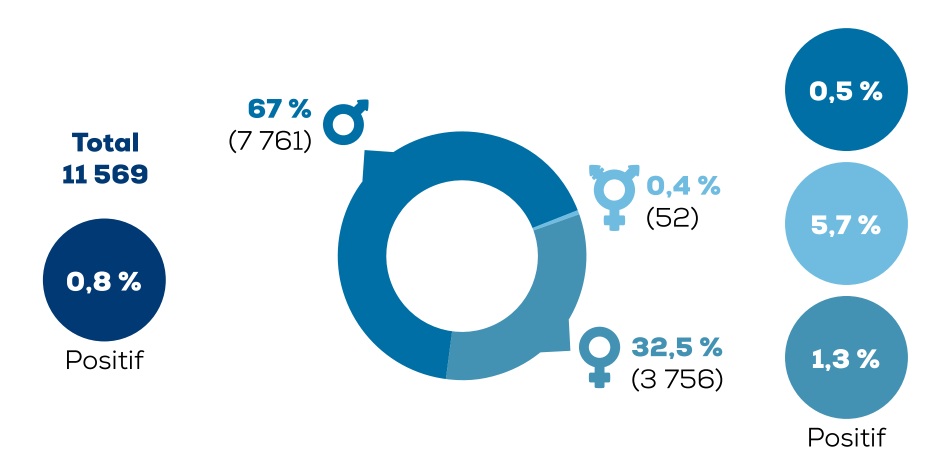
depuis - 5 ans — depuis - 1 ans — depuis - 3 mois



DES ENTRETIENS
abordent les questions liées à la précarité



DÉPISTAGES



PLAIDOYER EN FAVEUR DES MALADES ÉTRANGERS

Les refus de séjour à l'encontre des étrangers gravement malades se sont considérablement multipliés, ainsi que les placements en rétention et les expulsions, tout particulièrement pour les personnes touchées par une hépatite et depuis juin 2014 par le VIH. Nos partenariats avec la Cimade et le Comede se sont naturellement renforcés, notamment autour des interventions en urgence auprès des cabinets ministériels lors des nombreux placements en rétention ou des tentatives d'expulsions de personnes malades. La mobilisation au sein de l'Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE) s'est poursuivie à travers des interpellations aux instances locales (préfecture ou ARS) et nationales (ministères).

L'OBSERVATOIRE

Le second rapport de l'Observatoire sur les malades étrangers de AIDES documente 437 situations, avec la contribution de Solidarité Sida, le Comede et la Cimade. Le nombre de situations a quasiment doublé entre 2013 et fin 2014. Le rapport a été diffusé auprès de nos partenaires associatifs et institutionnels.

Cet Observatoire suscite un fort intérêt à l'interne comme à l'externe : un partenariat a été conclu avec l'association ARCAT et des échanges sont en cours avec Acceptess-T et Médecins du Monde.



SITUATIONS
de malades étrangers documentées entre 2013 et 2014



NOS ACTIONS AUPRÈS DES PERSONNES TRANS : DES COLLABORATIONS POUR FAIRE AVANCER LEURS DROITS



39
ACTIONS



485
CONTACTS

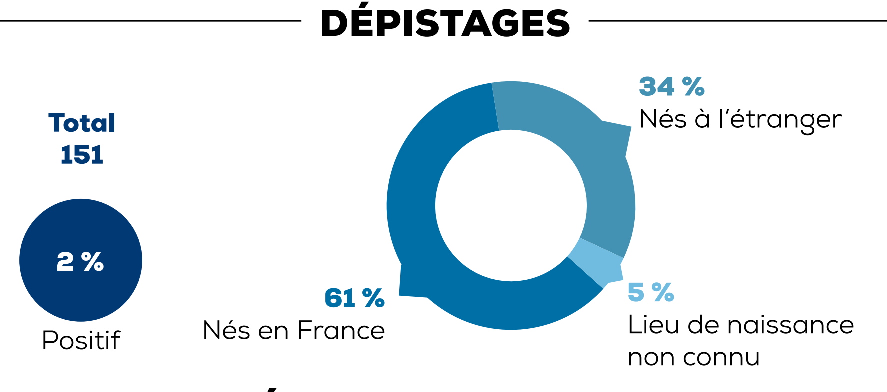
OFFRIR DES ESPACES D'ÉCHANGES

Les actions menées sont principalement des actions de réduction des risques et de santé sexuelle et des échanges entre pairs et groupes de parole.

Parmi les actions pilotes menées par le réseau figurent : les T-Time organisés à Marseille, groupe d'échanges et de paroles pour les trans ; les rencontres trans et prévention à Paris 8e en collaboration avec Acceptess-T et des actions de sensibilisations menées avec Chrysalide à Lyon.

Un nouvel outil de sensibilisation à l'attention de nos partenaires (associations LGBT, soignants, personnels administratifs, etc.) a été créé en 2014 : le « parcours de vie trans ».

DÉPISTAGES



DÉFENSE DES DROITS

L'association s'est mobilisée, particulièrement en lien avec le Collectif santé trans +, sur le changement d'état civil libre et gratuit. Cette évolution législative est nécessaire pour améliorer la situation sociale et sanitaire des personnes et réduire leur vulnérabilité au VIH et hépatites. AIDES est régulièrement auditionnée par les pouvoirs publics et continue à soutenir les personnes trans.



NOS ACTIONS AUPRÈS DES TRAVAILLEUSES-EURS DU SEXE : UN CHANGEMENT DE CONTEXTE

LES NOUVEAUX DÉFIS

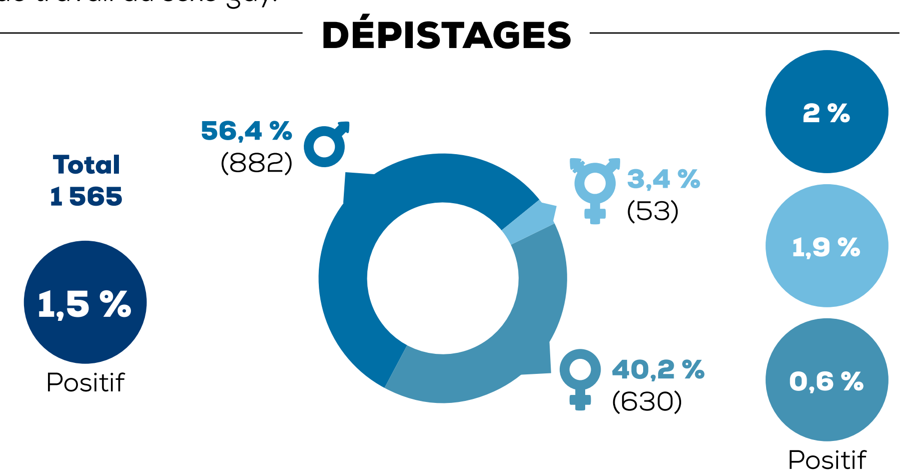
61 % des actions auprès des travailleuses-eurs du sexe ont eu lieu en extérieur, notamment dans les rues, les quartiers et les lieux de rencontre.

20 % des contacts ont été pris à travers les actions sur internet, outil de plus en plus investi par les travailleuses-eurs du sexe pour rentrer en contact avec de potentiels clients.

86 % de l'activité de AIDES auprès des travailleuses-eurs du sexe se concentre sur la réduction des risques sexuels. Plus de la moitié de nos actions intègre une offre de dépistage rapide.

AIDES développe depuis quelques mois des cyber-actions de réduction des risques auprès des escorts sur internet. Les sites identifiés sont plutôt des sites de rencontres escorts homme gay. C'est un des axes prioritaires en raison de la très forte prévalence au VIH et surtout de la rareté des lieux de travail du sexe gay.

DÉPISTAGES



1,5 % des personnes travailleuses-eurs du sexe a reçu un résultat positif. Ce taux s'élève à 2 % chez les hommes et chez les personnes trans.

Les actions en direction des travailleuses-eurs du sexe sont très implantées dans les territoires d'actions de la région Caraïbe notamment en Guyane et en Martinique.



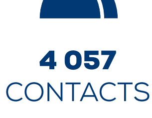
258
ACTIONS



2 711
ENTRETIENS



182
ÉCHANGES COLLECTIFS

4 057
CONTACTS



NOS ACTIONS AUPRÈS DES PERSONNES USAGÈRES DE DROGUES : DES INTERVENTIONS TOUJOURS EN PROXIMITÉ



6 714
ACTIONS



67 891
CONTACTS



PERSONNES
dont



1 971
hommes



591
femmes

DES ESPACES D'INFORMATION, D'ÉCOUTE ET DE PRÉVENTION ITINÉRANTS

30 % de nos actions auprès de ce public se passent hors les murs : unités mobiles, interventions de rue et en milieu festif, en milieu carcéral, en squat et permanences dans d'autres structures. Les interventions en milieu festif ont permis d'être en contact avec près de 13 000 personnes.

Les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques (Caarud) de AIDES ont reçu 2 562 personnes. Parmi lesquelles on retrouve :

- 76,8 % d'hommes dont 6,1 % d'HSH et 23,2 % de femmes ;
- 50 % des personnes ont moins de 32 ans ;
- 15,8 % des personnes reçues en Caarud sont séropositives au VHC, 4,2 % au VIH et 2,4 % au VHB.

Matériel distribué



1 519 239
seringues



63 158
Roule ta paille

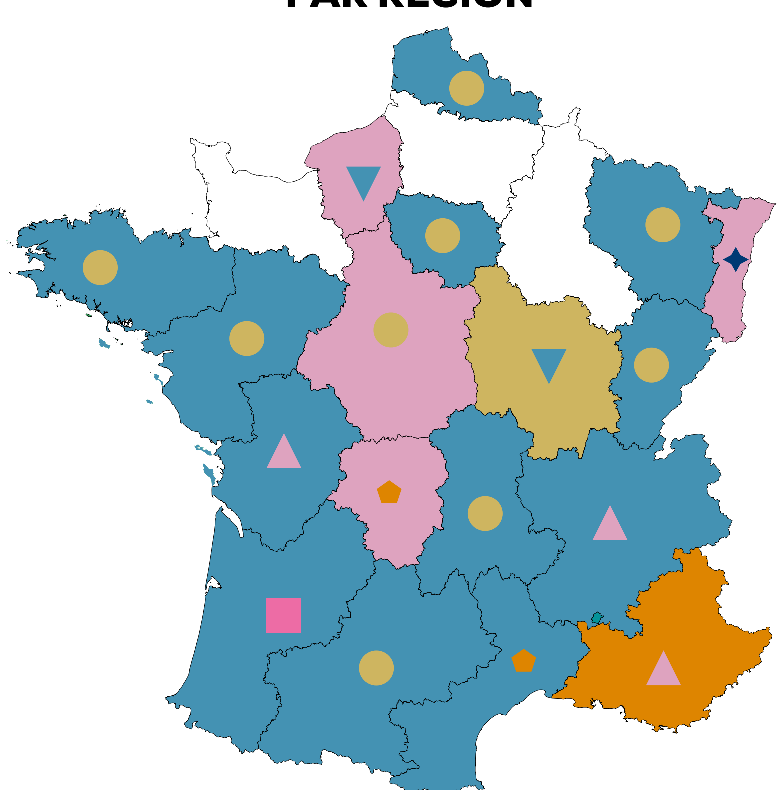
7 969
Kits Crack

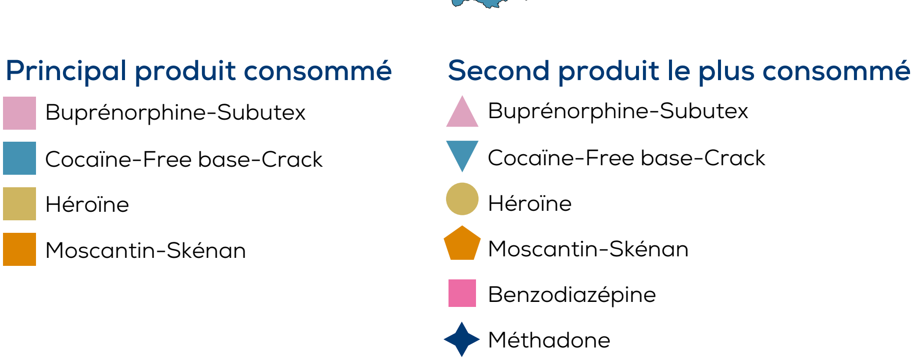
615 936
Stéricup®

388 412
Stérifilt®

104 200
Stérimix®

LES PRINCIPAUX PRODUITS CONSOMMÉS PAR LES PERSONNES USAGÈRES DES CAARUD DE AIDES PAR RÉGION







NOUVEAUX DÉFIS

Accompagnement et éducation aux risques liés à l'injection (AERLI) : résultats de la recherche & enjeux

Les résultats du projet ANRS-AERLI sur l'accompagnement et l'éducation des risques liés à l'injection ont été présentés à l'occasion de la Conférence internationale de lutte contre le sida de Melbourne en juillet 2014. Alors que le gouvernement travaillait sur le projet de loi santé, AIDES a fait part de ces résultats positifs aux services du ministère des Affaires sociales et de la Santé afin que cette pratique bénéficie d'une assise légale permettant sa reconnaissance et sa généralisation.

Au total 305 personnes ont été incluses : 168 dans le groupe intervention qui proposait les séances d'accompagnement à l'injection et 137 dans le groupe témoin. Les résultats de ce projet de recherche mettent en évidence un bénéfice significatif des sessions d'éducation (voir les résultats de la recherche ANRS-AERLI page 26).



168
dans le groupe intervention

137
dans le groupe témoin



NOS ACTIONS SPÉCIFIQUES AUPRÈS DES FEMMES : UNE MOBILISATION FORTE



94
ACTIONS

44 % AIDES | **56 %** à l'extérieur



71
ÉCHANGES COLLECTIFS

39 % AIDES | **61 %** à l'extérieur



771
CONTACTS

38 % AIDES | **63 %** à l'extérieur

DES ESPACES D'ÉCOUTE POUR TOUTES

15 853 femmes ont été rencontrées en entretien individuel dans l'ensemble des actions : 40 % sont nées à l'étranger, dont 52 % dans un pays d'Afrique subsaharienne, 21 % dans un pays des Caraïbes (hors départements français d'Amérique), 10 % en Europe de l'Est et centrale, 8 % en Afrique du Nord et Moyen-Orient.

ENQUÊTE EVE



Lancée en 2013, l'enquête Eve sur l'impact des effets indésirables liés aux traitements VIH chez les femmes a livré en 2014 ses premiers résultats. Ils mettent en exergue les difficultés spécifiques rencontrées par les femmes avec leurs traitements et dans leur relation avec les soignants. Ils soulignent la persistance d'effets indésirables spécifiques aux femmes et l'impact de ces effets sur leur qualité de vie. Ils montrent enfin les difficultés prégnantes de nombreuses femmes à aborder les questions de sexualité avec leur médecin.

Ces résultats ont été présentés lors du congrès de la Société Française de Lutte contre le Sida en octobre 2014, et discutés lors d'un débat organisé par le site Gayvox (Vivre avec le VIH en tant que femme).

JUSTE POUR ELLES

Pour les actions ciblées femmes organisées par les territoires d'actions, 43 % étaient des actions de réduction des risques sexuels, 31 % des ateliers santé, 15 % des permanences d'accueil et de soutien.

Un Week-end santé Femmes consommatrices de produits psychoactifs « Sois ton héroïne » a par ailleurs accueilli douze femmes représentant cinq Caarud à La Bussière (Vienne – Poitou-Charente). Ce week-end a notamment donné lieu à la création d'un carnet de voyage intitulé « Sois ton héroïne », destiné à changer le regard que les participantes portent sur elles-mêmes.

« Corps de Femmes, Cœurs de Femmes » : un atelier autour de la santé sexuelle en direction des femmes

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars 2014, AIDES Saint-Denis a proposé une suite de temps d'ateliers et d'animations autour de la santé sexuelle des femmes, de leurs plaisirs, avec pour mot d'ordre : « ma sexualité, mon plaisir, c'est mon choix ». Chaque trimestre depuis ce 8 mars 2014, ce groupe propose aux femmes un atelier autour de la santé sexuelle.



NOS ACTIONS AUPRÈS DES PERSONNES DÉTENUES : UNE PRÉSENCE RENFORCÉE

UN ACCOMPAGNEMENT DANS LA DURÉE

Les interventions de AIDES en milieu carcéral se sont déroulées dans 47 établissements sur tout le territoire. La rencontre avec le public se fait majoritairement au cours d'ateliers santé collectifs planifiés avec l'unité sanitaire de médecine pénitentiaire ou le service médico-psychiatrique régional. Ces temps sont organisés la plupart du temps en inter-associatif. D'autres actions prennent place dans le quartier des arrivants.

Nous préparons également les détenus séropositifs à la sortie en lien avec nos partenaires et le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP). Dans certains établissements, nous travaillons avec le SPIP sur l'accès à l'emploi, la sensibilisation et la prévention. Dans d'autres, nous mettons en place des programmes d'éducation thérapeutique.

Certaines équipes de AIDES assurent des sorties individuelles aux parloirs et accompagnent les détenus séropositifs dans leurs démarches juridiques. D'autres militants sont investis dans des centres de semi-libertés, et certains territoires d'actions accueillent des sortants de prison qui doivent effectuer un travail d'intérêt général.

En 2014, nous avons développé des actions de dépistage en Poitou-Charentes, Aquitaine, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais et Normandie.



462
ACTIONS



694
ENTRETIENS



288
ÉCHANGES COLLECTIFS



2 640
CONTACTS



NOS ACTIONS DANS LES CARAÏBES : UNE IMPLANTATION EN PLEIN ESSOR



1 416
ACTIONS



4 746
ENTRETIENS

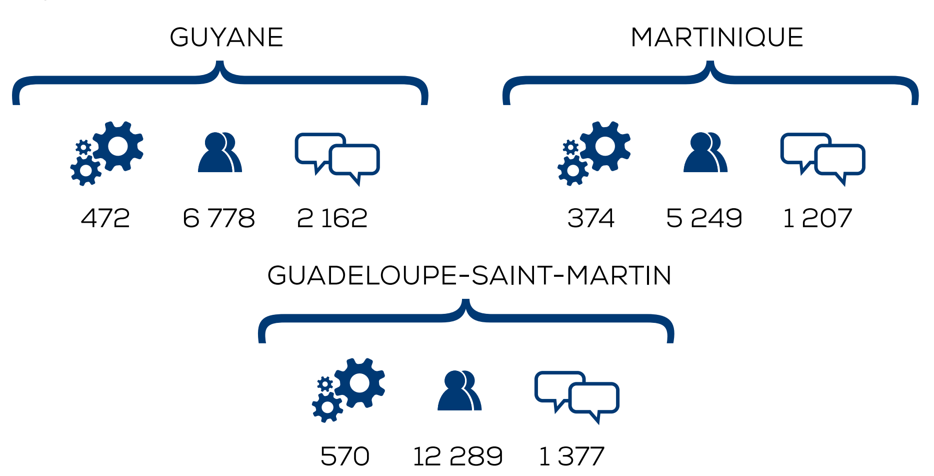


24 316
CONTACTS

UN VÉRITABLE ENJEU

Les Caraïbes sont la deuxième région du monde la plus touchées par le VIH. Les départements français appartenant à cette région paient aussi un lourd tribut à l'épidémie : c'est en Guyane, en Guadeloupe-Saint-Martin et en Martinique que la France connaît ses plus hauts taux de prévalence au VIH.

Intensifier notre présence dans cette région est pour AIDES un enjeu prioritaire. L'activité dans les départements français d'Amérique (DFA) a d'ailleurs connu une croissance de 17 % entre 2013 et 2014 : développement du dépistage dans les zones reculées, lutte contre les discriminations et projets transfrontaliers ; autant de moyens mis en œuvre pour endiguer l'épidémie.



En 2014, 71 % des actions menées dans les Caraïbes se sont concentrées sur la prévention et la réduction des risques. Elles ont permis d'entrer en contact avec environ 24 000 personnes (56 % d'hommes et 44 % de femmes).

Guyane

46 % des actions ont été menées dans les locaux de AIDES, 48 % dans les quartiers prioritaires de Saint-Laurent-du-Maroni et 6 % sur le Fleuve Maroni. Nos militants ont réalisé 1 641 dépistages.

Saint-Martin

68 % des actions ont été menées dans les locaux de AIDES, 29 % dans les quartiers et autres lieux de vie des populations, 3 % dans des établissements de santé et structures médico-sociales ou de prévention. Nos militants ont réalisé 1 051 dépistages.

Martinique

71 % des actions ont été menées dans les locaux de AIDES, 24 % dans les lieux de vie des communautés et 5 % dans les structures médico-sociales. Nos militants ont réalisé 1 147 dépistages.

DÉPISTAGES RÉALISÉS



1 641
GUYANE



1 051
SAINT-MARTIN

1 147
MARTINIQUE

LE DÉVELOPPEMENT

En 2014, le programme dans les DFA a poursuivi son développement avec :

L'ouverture d'un nouveau lieu de mobilisation : Guadeloupe Basse-Terre

Face à l'ampleur des besoins constatés, les militants de AIDES ont mis en place un projet associatif sur l'île de Guadeloupe qui a permis l'ouverture d'un nouveau lieu de mobilisation à Basse-Terre.

Lancement d'un projet transfrontalier avec le Suriname

Les militants de AIDES Guyane constatent depuis plusieurs années une absence de réponse associative en santé côté Suriname. Ils ont initié un projet visant à accompagner la création d'une structure communautaire pour améliorer la prévention et la prise en charge du VIH auprès des populations frontalières du Suriname. Ce projet a été déposé fin 2014 auprès de l'Agence française de développement (AFD).

Mise en place d'un projet de dépistage communautaire en Haïti

En partenariat avec des associations haïtiennes, AIDES entend développer l'offre de dépistage communautaire en Haïti, en particulier auprès des publics gays et des travailleuses-eurs du sexe. Un projet a été déposé en ce sens par VDH (Volontariat pour le développement d'Haïti) à France Expertise Internationale avec l'appui de AIDES. Le projet a été accepté et démarrera au premier trimestre 2015.

Le lancement de l'Observatoire caribéen des discriminations envers les populations vulnérables

AIDES a contribué à l'Observatoire caribéen soutenu par COIN (République Dominicaine). Nos militants ont mis en place une déclinaison de cet observatoire dans les DFA. Il a en charge de recueillir et compiler les cas de discrimination exprimés par les personnes rencontrées dans nos actions.

Des recherches envisagées

Fin 2014, l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) et le Corevih Guyane ont organisé un premier atelier ayant comme objectif de construire un agenda de recherches centré sur la Guyane avec l'objectif d'infléchir l'épidémie VIH en agissant sur toutes les dimensions des stratégies de prise en charge, de dépistage, de prévention et de promotion de la santé sexuelle. Des pistes de travail sur la prise de traitement en préventif, prophylaxie pré-exposition (PrEP), avec les femmes du fleuve, la continuité des soins, le dépistage et la prise en charge du VHC ont été enclenchés.





SE MOBILISER



Campagne «Pas de préservatif, pas de sexe»

PLAIDOYER ET MOBILISATION : LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2014

Projet de loi de Santé : grâce aux malades, vous serez mieux soignés !

L'expertise des personnes concernées par le VIH ou une hépatite doit profiter à tous les usagers du système de santé. En 2014, AIDES s'est mobilisée pour faire valoir cette expertise auprès du gouvernement et des parlementaires lors de la phase de construction du projet de loi de Santé, qui sera voté fin 2015. Auditionnés à plusieurs reprises, nous avons permis l'intégration dans le projet de loi d'un certain nombre de mesures visant à améliorer l'accès aux soins et à la prévention. Notre plaidoyer a permis d'améliorer le texte de loi en faveur d'une meilleure lutte contre les refus de soins, d'un élargissement de l'offre de dépistage de l'hépatite C, de la mise en place de nouveaux dispositifs de réduction des risques liés à l'usage de drogues, et d'une meilleure représentativité des usagers dans les instances de santé.





Soigner ou expulser : une campagne de mobilisation 2.0 pour alerter les pouvoirs publics

Malgré nos mises en garde répétées depuis 2011, la situation des étrangers gravement malades résidant en France n'a cessé de se détériorer. En 2014, des personnes atteintes de pathologies lourdes comme le VIH, le cancer ou la tuberculose étaient expulsées chaque semaine vers des pays n'offrant aucune garantie d'accès aux soins. Au-delà du drame humain qui se joue à chaque expulsion, c'est la santé publique dans son ensemble qui est menacée. Pour sensibiliser l'opinion sur ce désastre sanitaire, AIDES et ses partenaires de l'Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE) ont mené en 2014 une vaste campagne de mobilisation baptisée « Soigner ou expulser ». Des milliers de personnes ont ainsi pu interpeller les ministres de l'Intérieur et de la Santé via les réseaux sociaux, pour leur rappeler l'inhumanité d'un tel traitement.



Pénalisation de la prostitution : quand le travail du sexe tient colloque au Sénat

Déposée en 2014, la proposition de loi visant à lutter contre la prostitution a suscité une forte mobilisation du plaidoyer de AIDES. Cette proposition de loi menace en effet directement les conditions de vie et d'exercice des personnes en situation de prostitution, en les exposant davantage aux violences et aux risques sanitaires, en particulier au VIH. Afin de faire valoir nos arguments en santé et de faire entendre la voix des travailleuses-eurs du sexe dans les débats, AIDES et plusieurs associations partenaires ont tenu colloque au Sénat en juin 2014. L'occasion de rappeler que le pragmatisme en santé publique et la parole des personnes concernées doivent primer sur les postures idéologiques.

Hépatite C : une révolution thérapeutique qui doit profiter à tous et toutes

La mise sur le marché en 2014 de traitements hautement efficaces contre l'hépatite C laisse entrevoir la fin prochaine d'une épidémie qui tue encore 4 000 personnes par an en France. Plus efficaces, mieux tolérés, ces traitements offrent en trois mois un taux de guérison de plus de 90 %. Pourtant, deux obstacles de taille restent à lever : le prix de ces nouveaux traitements (42 000 € pour une cure de trois mois) et l'offre de dépistage encore largement insuffisante. AIDES s'est donc mobilisée sur ces deux fronts. Nous avons mis en place un plaidoyer intensif au sein d'un collectif associatif (TRT-5, Médecins du monde, le collectif « hépatites virales » et le Comede) pour que le prix de cette révolution thérapeutique n'en entrave pas l'accès. Nous avons également interpellé les pouvoirs publics afin que des tests rapides de l'hépatite C soient mis à disposition des associations. L'expertise de AIDES en matière de dépistage rapide et communautaire doit au plus vite bénéficier à la lutte contre l'hépatite C.

Pas de préservatif, pas de sexe : la campagne culte 2014

Vous l'avez sans doute vue sur les quais d'un métro ou à la télévision : notre campagne « pas de préservatif, pas de sexe » lancée en octobre 2014 a rencontré un vif succès auprès de tous les publics. Gays, jeunes, quinquas, libertins, chacun a pu se retrouver dans l'une des quatre déclinaisons de cette campagne déjà culte. L'objectif : cibler les communautés les plus exposées ou les publics oubliés des campagnes de prévention, et mettre l'accent sur le préservatif. Avec 850 000 préservatifs distribués en 2014, sa promotion reste un enjeu central pour AIDES. Erotiser le petit bout de latex, sensibiliser le grand public sur son utilité pour prévenir le VIH et les IST, est un challenge que nous relevons depuis 30 ans. Cette fois encore, mission accomplie.



Journée de la Disance 2014 : dire sa séropositivité pour rester Vivant !

Le 6 octobre de chaque année, la journée de la Disance invite les personnes vivant avec le VIH à exprimer une parole individuelle et collective sur leur façon de vivre leur séropositivité. En 2014, AIDES a soutenu et plébiscité l'excellent documentaire de Vincent Boujon, Vivant !.

Vivant !, c'est l'histoire de cinq garçons qui vont se retrouver ensemble le temps d'un saut en parachute, le temps de croiser leur parcours de vie et de nous livrer un peu de leur histoire. Leur point commun : la vie avec le VIH. Plus qu'un film, un saut dans l'inconnu à la fois drôle et touchant, loin des clichés qui étouffent parfois les personnes séropositives. Projeté en avant-première au Louxor, il a donné lieu à un passionnant débat entre les équipes du film et la salle. Unanimement salué par la critique, ce film brillant et salvateur a fait ensuite le tour des salles de France, provoquant des échanges nourris entre le public et nos militants sur la réalité de la vie avec le VIH aujourd'hui. AIDES est particulièrement fière d'avoir soutenu et accompagné ce film.



INNOVER



RECHERCHE ET EXPÉRIMENTATION

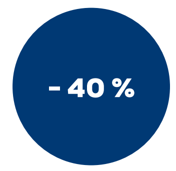
Faire de nos actions de terrain des observatoires de pratique, être à l'écoute des personnes exposées aux risques, s'investir ensemble dans des analyses, des études, et proposer de nouvelles méthodes d'intervention, de nouveaux outils.



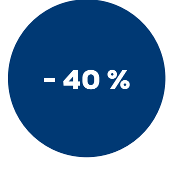
ÉTUDE ANRS-AERLI : ACCOMPAGNER ET ÉDUQUER AUX RISQUES LIÉS À L'INJECTION

Menée conjointement dans quatorze villes de France par l'ANRS, AIDES, Médecins du Monde et l'INSERM Marseille, cette étude a été présentée à la Conférence internationale sur le sida de Melbourne le 24 juillet 2014. Ses résultats plaident clairement en faveur d'une mise en place rapide de l'accompagnement à l'injection.

Aerli visait à évaluer la plus-value de sessions d'accompagnement délivrées par les pairs auprès d'usagers de drogues par injection. Ces sessions ont été réalisées sur une période de douze mois auprès de 113 usagers de drogues par voie intraveineuse, répartis sur huit centres en France. 127 autres usagers répartis dans neuf autres centres ont constitué le groupe témoin de l'étude. On observe parmi les usagers qui ont bénéficié d'Aerli :



EN 6 MOIS
des pratiques à risque de contamination et de transmission infectieuse (VIH et VHC)



EN 12 MOIS
des complications observées sur les points d'injections (abcès, infections)

En une année, le dispositif d'accompagnement a su faire évoluer les pratiques des usagers. Forts de ces résultats, AIDES plaide pour sa généralisation sans délais sur l'ensemble du territoire. Notre action auprès des pouvoirs publics a permis d'intégrer ce dispositif dans le projet de loi de Santé en débat en 2015.

L'ESSAI IPERGAY



Le 29 octobre 2014, la prévention VIH entre dans une nouvelle ère : un traitement permet désormais à une personne séronégative d'éviter la contamination.

L'essai français Ipergay, mené par AIDES et l'ANRS, démontre l'efficacité d'un médicament antirétroviral (ARV) en utilisation préventive pour réduire le risque d'infection par le VIH chez des personnes séronégatives. Les premiers résultats publiés par l'ANRS font état « d'une réduction très importante du risque d'infection par le VIH » chez les personnes ayant pris ce médicament au moment de l'exposition sexuelle.

AIDES voit dans ces résultats une opportunité historique de faire chuter le nombre de nouvelles contaminations parmi les populations les plus exposées au risque VIH. Le design particulier de l'essai (une prise « à la demande » avant et après les rapports sexuels) et l'accompagnement des participants assuré par nos militants depuis 2012 ont favorisé la bonne observance à ce traitement préventif et, de fait, son efficacité. Car l'essai ne se contentait pas d'une simple prise d'ARV : les rencontres régulières avec les volontaires, le dépistage régulier du VIH et des IST et le travail de counselling en réduction des risques réalisé par nos militants ont été déterminants pour la réussite de cet essai et pour la santé des personnes impliquées. AIDES demande l'accélération du processus d'examen de sa demande de RTU (Recommandation temporaire d'utilisation). L'accès aux ARV doit être garanti pour toutes celles et tous ceux qui en ont urgemment besoin.

FLASH PREP



Afin d'évaluer le nombre et les caractéristiques des personnes qui pourraient être intéressées par le traitement préventif (PrEP), une enquête flash a eu lieu du 31 mars au 13 avril 2014 auprès des personnes rencontrées dans les actions de dépistage de AIDES. Parallèlement, ce questionnaire a été mis en ligne et publicisé par de nombreux sites internet pendant tout le mois de mai. Nous avons reçu 928 questionnaires papier et 2 096 personnes ont répondu sur internet.

Des analyses montrent que 4,5 % des répondants ont déjà utilisé la PrEP hors essais cliniques. Face à ce constat, une étude a été déposée à l'ANRS pour mieux comprendre le vécu et les besoins de ces usagers de PrEP sauvage.

L'OFFRE EN SANTÉ SEXUELLE

L'offre en santé sexuelle est expérimentée sur trois sites en France : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Île-de-France et en Alsace. Les objectifs de cette offre visent à :

- créer un programme d'offres combinées pour répondre aux besoins en santé sexuelle des publics les plus éloignés du soin : dépistage, santé reproductive, droit violence, discrimination, parcours santé trans et santé sexuelle globale ;
- établir un parcours en santé sexuelle par la mise en place de partenariats avec des professionnels de la santé et l'appropriation du parcours par les personnes.

Ces projets donneront leurs premiers résultats en 2015.



LUTTER



LUTTER À L'ÉCHELLE MONDIALE

Ce fut une année très active à l'international avec le démarrage de trois nouveaux programmes à la fois en termes de soutien aux associations locales de lutte contre le sida et de plaidoyer européen et international.

DROITS HUMAINS

AIDES a lancé en 2014 le projet Droits Humains, co-financé avec l'AFD. Ce projet entend permettre la montée en puissance du plaidoyer sur les droits des populations clés dans plusieurs pays africains (Algérie, Tunisie, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Cameroun et Burundi) et dans deux pays caribéens (Saint-Domingue et Haiti) à travers le recrutement de chargés de plaidoyer au sein des associations partenaires. Ils seront chargés de documenter les violations des droits de populations vulnérables et porter le plaidoyer sur ces questions au niveau national, régional et international.

DES INNOVATIONS AU SEIN DU RÉSEAU AFRICAGAY CONTRE LE SIDA

Les publics gays sont particulièrement stigmatisés et parfois victimes d'homophobie. Sur 54 pays africains, 38 pénalisent l'homosexualité de peine de prison ou de mort.

Deux nouvelles associations ont intégré le réseau portant son nombre à 21, dont 19 africaines, et cinq autres ont fait une demande d'adhésion. Africagay contre le sida reste donc un réseau très dynamique. Dans l'objectif de le rendre plus visible et de faciliter les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre membres, le réseau a mis en place un porte-parolat ayant pour mission de représenter le réseau auprès des médias, partenaires et structures extérieures. Il s'est doté d'un maillage de représentants du réseau au sein de chaque association.

De nouvelles mesures efficaces dès 2014 :

- Prise de parole du réseau dans les médias pour dénoncer l'homophobie d'état mis en place dans certains pays qui criminalisent l'homosexualité comme l'Ouganda et le Nigéria ;
- Rencontres des chancelleries diplomatiques et des organisations internationales (ONUSIDA et Fonds mondial de lutte contre le sida) pour définir des stratégies de limitation de l'impact de ces lois sur les communautés et plus globalement sur la lutte contre le sida ;
- Implication du réseau dans l'adoption d'une résolution des Nations-Unies sur les violences liées à l'orientation sexuelle.



PLATEFORME EUROPE

Constatant depuis quelques années une progression inquiétante des épidémies VIH et hépatites en Europe, AIDES et ses partenaires européens de la Coalition PLUS, ARAS (Roumanie), GAT (Portugal) et Groupe Sida Genève (Suisse) ont décidé d'y répondre par la mise en place d'une plateforme pilotée par AIDES et dont les priorités sont :

- l'échange d'expertise et de pratiques entre les membres de la plateforme ;
- la définition et la mise en œuvre d'une stratégie commune de plaidoyer ;
- la mobilisation d'un réseau plus large d'associations européennes sur des initiatives de plaidoyer ou de capitalisation de l'expertise communautaire.

Nommée représentante de la France au Civil society forum HIV/AIDS de la Commission européenne, AIDES intervient désormais dans cet espace d'échange avec les autres membres de la société civile européenne pour construire des stratégies d'action communes sur des enjeux clefs comme par exemple les nouvelles stratégies de prévention dont la PrEP.

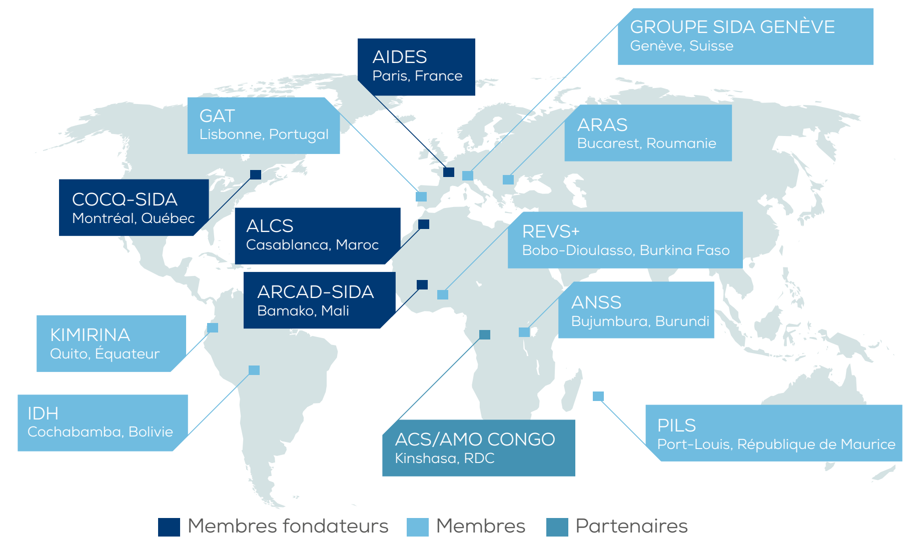
LE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES ASSOCIATIONS DU SUD

Un nouveau programme de deux ans a démarré en 2014, financé par l'AFD et AIDES. Il s'inscrit dans la continuité des actions internationales de AIDES en faveur du renforcement de capacités des associations de lutte contre le VIH menées depuis 2005. Ce programme nommé « Transfert » consiste en la création de quatre plateformes géographiques (Maghreb, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et de l'Est et Océan Indien) visant à soutenir un plus grand nombre d'associations locales. La coordination de ce programme a été confiée à quatre associations africaines membres de Coalition PLUS : ALCS (Maroc), ARCAD SIDA (Mali), ANSS (Burundi), PILS (Île Maurice).

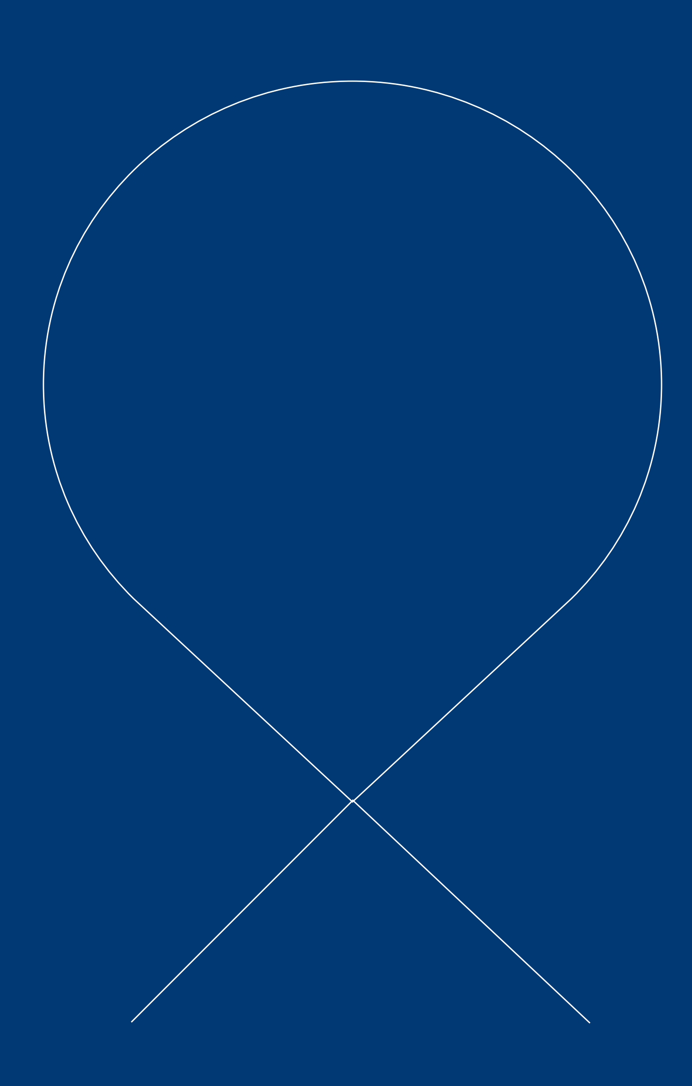
Deux objectifs spécifiques ont guidé le travail en 2014 autour de ces plateformes :

- Transférer les méthodes, outils et bonnes pratiques développées par AIDES et accompagner la mise en place des plateformes dans les quatre zones géographiques.
- Assurer la continuité des actions de renforcement de capacités auprès de plus de 50 associations de lutte contre le sida.

LA COALITION PLUS : UN MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE POUR METTRE FIN AU SIDA



La Coalition PLUS, cofondée par AIDES, compte aujourd'hui treize adhérents. Présente sur quatre continents, elle est une union internationale d'ONG qui met au centre de ses actions la démarche communautaire. Les personnes vivant avec le VIH ou les plus exposées au virus sont en effet celles les plus à même d'exprimer leurs besoins et doivent donc être décisionnaires dans tous les dispositifs thérapeutiques, de prévention, de gouvernance, de recherche ou encore de plaidoyer.





Tour Essor
14 rue Scandicci, 93508 Pantin cedex
www.aides.org
www.seronet.info
facebook.com/aides @assoAIDES